

LE M-BANKING POUR BIENTÔT

Les virements par SMS, c'est possible

Plus de 3 700 milliards de dinars échappent au circuit bancaire ; pourtant, il n'est pas rare que le citoyen et les organismes financiers souffrent d'insuffisance monétaire. La généralisation du m-banking, version mobile de l'e-banking, incitera certainement les consommateurs à se familiariser davantage avec la banque et ses services.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Pour éluder une quelconque confusion, le m-banking n'est en aucun cas relatif au paiement par mobile ou au paiement en ligne. Ceci n'étant pas effectif puisque le cadre juridique régissant ce dernier tarde à pointer le bout du nez. De quoi parle-t-on dans ce cas ? Il s'agit simplement d'une solution mobile permettant la réalisation d'opérations bancaires à distance via SMS. A savoir les ordres de virement et les consultations et gestion du compte. Il va de soi que, dans ce système, seuls les citoyens bancarisés peuvent en bénéficier. Et ce, pour bientôt.

Elaboré par des compétences algériennes, un projet pilote sur le m-banking en Algérie est actuellement en cours de validation. L'équipe technique de Kepler Technologies, leader dans la fourniture de logiciels et de services, est

l'initiatrice de cette solution, en collaboration avec des partenaires locaux (deux opérateurs mobiles, Icosnet pour les solutions cloud, Seaal et trois banques, entre autres). L'initiative HIO (Hub inter-opérateurs 0.4) est un canal de distribution, des services bancaires, alternatif au circuit physique. Dans un esprit d'interactivité, c'est le client qui devient émetteur d'informations. Il peut, à titre d'exemple, envoyer par SMS un ordre de virement à sa banque. Et celle-ci lui confirme la réalisation de sa requête par le même moyen. Effectivement, le facteur de la mobilité est investi dans un esprit d'optimisation des coûts de toute nature : impossibilité ou temps de déplacement, temps d'attente, chaînes devant les guichets...

Outre cet aspect économique pour le consommateur, la banque est également un maillon bénéficiaire de cette chaîne puisqu'elle opti-

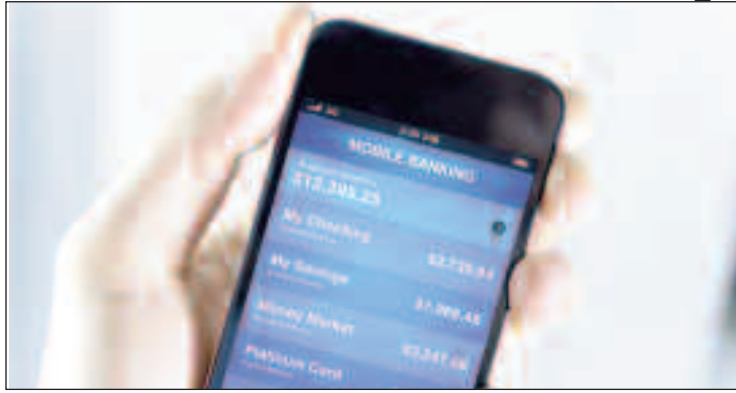


Photo : DR

Une adaptation de ce qui se fait partout ailleurs.

mise ses moyens humains et techniques tout en véhiculant une image plus moderne de sa gestion de la relation client.

Par ailleurs, une première expérience pilote du m-banking HIO a été exposée hier par Abdelkader Salhi, informaticien gérant de Kepler Technologies et ses entreprises partenaires lors d'une rencontre dédiée à cet effet. Il s'agissait d'une simulation de règlement d'une facture Seaal, dont le client est bancarisé chez BNP Paribas El Djaïr, via la solution m-banking HIO. Le client a émis un ordre de virement au profit

du facturier en adressant un SMS sécurisé à sa banque. Par la suite, il reçut un premier message lui signalant le traitement de sa demande par la banque puis un autre de Seaal lui indiquant l'acquittement de sa facture. En clair, la solution HIO permet la mise en place d'une plateforme d'échange de flux informationnels ; la banque seule est en charge des flux financiers allant du client au facturier.

Il s'agit de plus de quatre ans de travail que l'équipe Kepler Technologies a investis pour l'aboutissement de ce projet pilote, a

confié son DG. C'est la complexité technique de la gestion des flux informationnels en leur assurant continuité, confidentialité et traçabilité qui explique ce délai. Car, évidemment «ce n'est pas une invention révolutionnaire» mais «une adaptation de ce qui se fait partout ailleurs au contexte algérien avec des compétences algériennes», a expliqué A.Salhi.

Pour ce qui est du lancement officiel de cette solution, ce dernier a précisé que ce n'est «malheureusement pas à lui d'en décider». La dynamique de la plateforme repose sur la nécessaire adhésion du circuit bancaire et des facturiers publics, dans un premier temps. Or, les banques partenaires ne dépassent pas le nombre de quatre aujourd'hui. C'est pourquoi A. Salhi renouvelle et réitère son appel à leur égard et à l'ensemble des parties prenantes à adhérer au concept HIO pour que ce projet pilote puisse se consolider et se généraliser sur le terrain «le plus tôt possible». Et ce, de manière à faciliter le quotidien des citoyens bancarisés en leur faisant profiter des avantages des NTIC.

N. B.

AU BOUT DE LA 3^e TENTATIVE AU BAC

Le candidat libre devra payer son examen

Plus de 800 000 candidats passeront l'examen du bac dimanche prochain. Désormais, les candidats libres, au bout de la troisième tentative, devront contribuer au financement de cet examen. C'est ce qu'a annoncé, hier, la ministre de l'Education nationale sans donner la date d'entrée en vigueur de cette nouvelle mesure.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Parmi les 818 518 candidats qui passeront leur bac cette année, 268 925 sont des candidats libres soit 33%. Le nombre de candidats libres qui repassent le bac augmente d'année en année sans que ça soit forcément des recalés.

La ministre de l'Education nationale, qui s'exprimait hier sur les ondes de la Radio nationale Chaîne III, a indiqué que ces candidats sont libres de repasser cet examen autant

de fois qu'ils veulent. Cependant, Nouria Benghebrit a annoncé que son département va introduire des changements par rapport à cet examen pour les candidats libres. Ces derniers devront, au bout de la troisième tentative, contribuer au financement de cet examen.

«Nous sommes en train de réfléchir à la possibilité qu'il y ait, en tout cas, au niveau des frais engagés, au bout de la troisième tentative, une contribution au financement de cet examen», a-t-elle annoncé. La ministre n'a pas, cependant, indiqué l'entrée en vigueur de cette mesure.

Par ailleurs, Benghebrit a indiqué que, pour cette année, il n'y a pas de changement au niveau des dispositions pédagogiques. Par contre, dans sa lutte contre la fraude, le département de l'éducation a interdit les téléphones portables au niveau des classes d'examen. «Nous utiliserons tous les moyens qui sont à notre disposition pour faire face à la fraude», avertit Benghebrit. L'accès aux salles

d'examen sera aussi interdit à partir de 8h30.

«La demi-heure de battement pouvait entraîner un certain nombre de dysfonctionnements, c'est pourquoi aucun retard n'est toléré à partir de 8h30», a-t-elle indiqué.

La ministre a rappelé que les changements de cet examen auront lieu l'année prochaine. Il s'agit, donc, de la dernière session de cette épreuve dans sa formule actuelle. 2 561 centres de déroulement d'examen et plus de 223 211 personnes dont 5 650 observateurs, 160 000 surveillants, 55 000 correcteurs sont mobilisés pour le bac.

Les résultats des trois examens nationaux seront proclamés à partir du 14 juin, et fin juin voire début juillet pour le bac.

Enfin, la ministre de l'Education a indiqué que 526 milliards de centimes sont alloués pour le déroulement des examens nationaux soit l'équivalent de 106 établissements scolaires.

S. A.

AFFAIRE EL KHABAR-MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

Encore un report

Quatrième report de rang de l'affaire opposant El Khabar au ministère de la Communication au sujet de la cession de parts du groupe à la société Ness Prod, filiale du groupe Cevital.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est Mehdi Kouchih, le président de la chambre des référés du tribunal administratif de Bir-Mourad-Raïs, qui a remplacé le magistrat Mohamed Dahmane, que l'on dit malade, qui a décidé, hier mercredi, de ce report de quinze jours.

La deuxième chambre des référés du tribunal administratif de Bir-Mourad-Raïs, à Alger, a, en effet, reporté, hier mercredi, au 8 juin prochain, l'examen de l'affaire. Un report qui vient suite à l'introduction par la défense de la partie demanderesse, le ministère de la Communication, d'une «requête d'intervention».

Citant d'autres mis en cause les actionnaires d'El Khabar et Ness Prod. Une sorte de «correc-

tion» de procédure, la première requête du ministère de la Communication citait seulement le président du conseil d'administration d'El Khabar, une «anomalie» que bien d'avocats ont relevée, la mettant sur le compte de la «précipitation» du département que dirige Hamid Grine à engager cette procédure judiciaire en référé pour annuler cette transaction portant cession de parts du groupe El Khabar à la société Ness Prod, à ses yeux, «illégal».

Cela dit, cette «intervention forcée» est diversement appréciée. Pour l'avocat de la partie demanderesse, la démarche est tout ce qu'il y a de «réglementaire» en ce sens, affirmera M° Nadjeb Bitam, au sortir du tribunal, que

cela «correspond à l'article 199/200 du code de procédures civiles et administratives». D'où, poursuivra-t-il, le report décidé qui sera mis à profit pour «aviser les parties concernées», soient les actionnaires d'El Khabar et la société Ness Prod.

Seulement, cette «intervention forcée» est un «précédent» dans les «actions en référé», estimera M° Mohamed Amokrane Aït-Mimoune, un des nombreux avocats de la défense d'El Khabar. En plus du fait qu'elle soit introduite en pleine plaidoirie, cette intervention n'a pas respecté la procédure réglementaire puisque «non enregistrée auprès du greffe» avec, précisera-t-il, «l'accord préalable du président du tribunal. Ce qui est loin d'être le cas de cette nouvelle requête du ministère de la Communication qui enlève tout le caractère urgent à sa plainte en référé». Et à un autre avocat de la défense d'El Khabar,

M° Hakim Saheb, en l'occurrence, de voir dans cette requête du ministère de la Communication, «le caractère manœuvrier et la légèreté avec lesquels on a agi et battent en brèche le caractère du référé».

Une appréciation que partageaient tous les présents au traditionnel sit-in tenu juste en face du tribunal administratif de Bir-Mourad-Raïs. Encore qu'hier, aux habitués du rassemblement que sont les Mohcine Belabbas (RCD), Louisa Hanoune (PT), Soufiane Djillali (Jil Jadid), Abderezzak Mokri (MSP), Mohamed Dhoubi (Nahda), Karim Tabbou (UDS), il y avait également, cette fois-ci, Rachid Nekkaz, Mohamed Saïd, Mourad Boutadjine, aux côtés des Khalida Toumi, Zohra Drif-Bitât, Bachir Derrais, Nacer Djabi et autres acteurs politiques, associatifs et syndicaux.

M. K.

ALORS QU'UN LABORATOIRE DE FABRICATION D'EXPLOSIFS A ÉTÉ DÉCOUVERT PRÈS DE TIZI-OUZOU

Un criminel abattu, un autre arrêté à Béchar

Si l'essentiel de l'attention est focalisé sur l'opération en cours depuis une dizaine de jours dans la forêt d'Errich, dans la périphérie de Bouira, il n'en demeure pas moins qu'ailleurs, à travers tout le territoire national, les opérations des détachements de l'ANP se multiplient, avec des résultats plus que probants. Il en est ainsi de la région de Béchar où le vice-ministre de la Défense était de sortie pour assister à des manœuvres avec notamment un exercice combiné à balles réelles.

En parallèle à ces exercices, sur le terrain de la réalité, il est fait état, par le ministère de la Défense, d'une opération menée, mardi, par des éléments des gardes-frontières relevant de la 3^e Région militaire. Le même communiqué annonce qu'un criminel, sans autre précision de la part du MDN, a été éliminé et un autre appréhendé près de Meridja, commune frontalière avec le Maroc, à une soixantaine de kilomètres au sud-ouest du chef-lieu de la wilaya de Béchar. Une kalachnikov, cinq chargeurs de munitions et un véhicule tout-terrain ont été récupérés, selon le même communiqué.

Par ailleurs, vingt-quatre heures plus tôt, c'est dans la wilaya de Tizi-Ouzou qu'un autre détachement de l'ANP a mis au jour un véritable laboratoire dédié à la fabrication d'explosifs, près de la commune des Ouacifs, une quarantaine de kilomètres au sud-est de Tizi-Ouzou.

Trois obus FLG, dix autres pour mortier 60 mm, trois demi-bombes de gaz prêtes à exploser, quarante mines de fabrication artisanale, une centaine de seringues prêtes à exploser ainsi que 3 kg d'explosif ont été retrouvés sur les lieux.

A. M.